



# COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AMÉRIQUE LATINE

## COMITÉ PLÉNIER

### RAPPORT SUR LA QUATRIÈME SESSION EXTRAORDINAIRE

(21 et 22 mars 1962)

## CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

### DOCUMENTS OFFICIELS : TRENTE-TROISIÈME SESSION

## SUPPLÉMENT N° 4

NATIONS UNIES

New York, 1962

## TABLE DES MATIÈRES

	<i>Paragraphes</i>	<i>Pages</i>
INTRODUCTION .....	1-4	1
PREMIÈRE PARTIE. — QUATRIÈME SESSION EXTRAORDINAIRE DU COMITÉ PLÉNIER .....	5-30	1
A. — <i>Participants et organisation des travaux</i> .....	5-10	1
Séances d'ouverture et de clôture .....	5-6	1
Participants .....	7	2
Pouvoirs .....	8	2
Bureau .....	9-10	2
B. — <i>Ordre du jour</i> .....	11	2
C. — <i>Résumé des débats</i> .....	12-30	2
Election des membres du Conseil d'administration de l'Ins- titut latino-américain de planification économique et sociale .....	12-24	2
Amendements à apporter au paragraphe 7 de la partie B de la résolution 218 (AC.50), conformément à la proposition du Secrétaire exécutif de la Commission .....	25-30	3
DEUXIÈME PARTIE. — PROJET DE RÉSOLUTION SOUMIS À L'EXAMEN DU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL .....		4
ANNEXE. — LISTE DES DÉLÉGATIONS .....		5

### NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

E/3582/Add.1
--------------

E/CN.12/AC.51/2/Rev.2
-----------------------



## COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AMÉRIQUE LATINE

### Rapport sur la quatrième session extraordinaire du Comité plénier (21 et 22 mars 1962)

#### INTRODUCTION

1. Lors de sa huitième session, tenue au siège de la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL) à Santiago du Chili, les 14 et 16 février 1962, le Comité plénier a approuvé la résolution 218 (AC.50) portant création de l'Institut latino-américain de planification économique et sociale<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, trente-quatrième session, Supplément n° 4* (E/3581/Rev.1), par. 356.

Le Comité plénier a également adopté la résolution 219 (AC.50) par laquelle il décidait:

« 1. De demander au secrétariat de présenter immédiatement au Conseil économique et social un rapport spécial sur l'Institut, qui rendra compte des délibérations du Comité plénier et des décisions prises et résolutions adoptées par le Comité plénier;

« 2. De demander au Conseil économique et social d'examiner spécialement, à sa trente-troisième session, les décisions de la Commission concernant l'Institut, car il est urgent que ce dernier puisse commencer ses travaux. »

En application de cette résolution, le secrétariat de la CEPAL a adressé au Conseil un rapport spécial (E/3582-E/CN.12/AC.50/16) contenant les paragraphes relatifs à l'Institut qui ont été publiés ultérieurement dans le rapport de la CEPAL à la trente-quatrième session du Conseil (E/3581/Rev.1, par. 339 à 354).

2. Il est dit au paragraphe 1 de la section B de la résolution 218 (AC.50) que « la première élection des membres du Conseil d'administration [de l'Institut]... aura lieu au cours d'une réunion extraordinaire du Comité plénier qui se tiendra à Santiago le 21 mars 1962 à cette seule fin ». Il y est dit en outre qu'« il est décidé que le secrétariat ne sera pas tenu de respecter les dispositions relatives à la documentation, aux avis de convocation et autres formalités prévues par le règlement intérieur de la Commission ».

3. Conformément à ces dispositions, le Comité plénier a été convoqué pour sa quatrième session extraordinaire, à l'ordre du jour de laquelle a été ajoutée une proposition du Secrétaire exécutif de la Commission aux gouvernements membres visant à ce que soit envisagée, au cours de cette session, la modification du paragraphe 7 de la section B de la résolution.

4. Le présent rapport se divise en deux parties. La première partie rend compte des travaux de la quatrième session extraordinaire du Comité plénier. La deuxième comporte un projet de résolution soumis à l'examen du Conseil économique et social. Enfin, une annexe contient la liste des délégations.

#### PREMIÈRE PARTIE

#### QUATRIÈME SESSION EXTRAORDINAIRE DU COMITÉ PLÉNIER

##### A — Participants et organisation des travaux

##### SÉANCES D'OUVERTURE ET DE CLÔTURE

5. La quatrième session extraordinaire du Comité plénier a eu lieu à Santiago du Chili les 21 et 22 mars 1962, dans la salle des actes de l'Universidad Técnica del Estado; M. Gustavo Ortiz Hernán (Mexique), premier vice-président, a ouvert la session par une brève allocution.

6. A la séance de clôture, le 22 mars, le Rapporteur a soumis le présent rapport au Comité qui l'a approuvé en autorisant le secrétariat à en modifier la présentation définitive s'il le jugeait nécessaire. M. Bernal Jiménez Monge (Costa Rica) a fait un exposé sur les buts de l'Institut latino-américain de planification économique et sociale. Après une brève intervention de M. Alfonso Santa Cruz, secrétaire exécutif par intérim de la CEPAL, le Président a prononcé la clôture de la session.

## PARTICIPANTS

7. Etaient représentés à cette session les Etats membres de la Commission ci-après: Argentine, Bolivie, Brésil, Colombie, Costa Rica, Cuba, Chili, Equateur, Etats-Unis d'Amérique, France, Guatemala, Honduras, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Salvador, Uruguay et Venezuela. La liste complète des délégations figure en annexe au présent rapport.

## POUVOIRS

8. Conformément à l'article 14 du règlement intérieur, les pouvoirs des délégations participant à la quatrième session extraordinaire du Comité plénier ont été examinés à mesure qu'ils étaient présentés au secrétariat et ont été trouvés en bonne et due forme.

## BUREAU

9. La Bureau de la quatrième session extraordinaire du Comité plénier était identique à celui de sa huitième session, à savoir:

*Président:* M. Luis Escobar Cerda (Chili);

*Premier Vice-Président:* M. Gustavo Ortiz Hernán (Mexique);

*Deuxième Vice-Président:* M. Paul Tremblay (Canada);

*Rapporteur:* M. Alvaro Rocha Lalinde (Colombie).

10. En l'absence du Président, le premier Vice-Président a présidé les travaux.

## B. — Ordre du jour

11. Le Comité plénier a adopté l'ordre du jour suivant:

1. Adoption de l'ordre du jour.
2. Election des membres du Conseil d'administration de l'Institut latino-américain de planification économique et sociale.
3. Amendements à apporter au paragraphe 7 de la partie B de la résolution 218 (AC.50), conformément à la proposition du Secrétaire exécutif de la Commission.

### *Documentation:*

Résolution 218 (AC.50): Institut latino-américain de planification économique et sociale (E/CN.12/AC.50/14);

Rapport spécial au Conseil économique et social sur la création de l'Institut latino-américain de planification économique et sociale (E/CN.12/AC.50/16).

4. Adoption du rapport sur les travaux de la session.

## C. — Résumé des débats

### ELECTION DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'INSTITUT LATINO-AMÉRICAIN DE PLANIFICATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

(Point 2 de l'ordre du jour)

12. Le secrétariat a rappelé les règles régissant l'élection des huit membres du Conseil d'administration de l'Institut latino-américain de planification économique et sociale, qui doivent être des ressortissants de huit pays d'Amérique latine.

13. On a demandé au Comité si d'autres candidatures avaient été présentées en dehors de celles des personnes dont le nom avait déjà été officiellement communiqué au secrétariat par certains gouvernements, et qui figuraient dans le document de séance n° 1.

14. La délégation de l'Uruguay a demandé qu'on ajoute à la liste contenue dans le document de séance le nom de M. Jorge Giucci, sous-secrétaire aux finances de l'Uruguay. La délégation de l'Equateur a proposé M. Jaime Cifuentes comme suppléant du candidat proposé par elle.

15. Ces nouvelles propositions ont porté le nombre des candidats au Conseil d'administration de l'Institut à 10, le nombre total des membres à élire étant de huit.

16. Certains gouvernements ayant proposé des candidats à la fois comme membres et comme suppléants, une délégation a exprimé l'opinion qu'on ne devrait pas élire de suppléants étant donné qu'aux termes de la résolution 218 (AC.50), le Conseil d'administration ne devait comprendre que des membres en titre.

17. Après une brève discussion, le Comité plénier a décidé à l'unanimité qu'il n'était pas habilité à élire des suppléants et que le problème devrait être soumis au Conseil d'administration lui-même, à charge pour ce dernier de décider s'il était nécessaire de désigner des suppléants et de soulever le cas échéant la question à la prochaine session de la Commission.

18. Le Comité plénier, réaffirmant les termes de la résolution 218 (AC.50), a noté que les membres du Conseil d'administration de l'Institut seraient élus en raison de leurs qualités personnelles et compte tenu de leurs compétences techniques élevées, et qu'ils ne représenteraient pas au Conseil les pays dont ils étaient ressortissants. En outre, le Comité a souligné que pour l'élection des membres du Conseil, il faudrait tenir compte d'une répartition géographique équitable.

19. Sur la proposition d'une délégation, il a été consigné au procès-verbal que si l'on décidait, le moment venu, de désigner des suppléants, cela ne signifierait pas nécessairement que le suppléant doive être ressortissant du même pays que le membre qu'il remplacerait.

20. Tout en approuvant le principe selon lequel les membres du Conseil d'administration devraient être des experts d'une compétence reconnue dans leur spécialité respective et ne devraient pas être considérés comme des représentants de leurs pays, une délégation a exprimé l'espoir que le candidat qu'elle avait désigné pourrait faire partie du Conseil étant donné que son gouvernement n'avait jamais été représenté aux postes de direction d'organismes internationaux.

21. Les délégations des gouvernements ayant proposé des candidats ont exposé, à l'intention du Comité, les qualifications des experts intéressés.

22. Le Comité a élu les huit membres du Conseil d'administration au scrutin secret; le résultat du vote, par ordre alphabétique des noms, a été le suivant:

M. Luis Escobar Cerda, ministre des affaires économiques, de la reconstruction et du développement du Chili;

M. Celso Furtado, directeur général de la Superintendencia do Desenvolvimento do Nordeste, Brésil;  
 M. Felipe Antonio Galarza, membre de l'Office de planification de la Bolivie;  
 M. Plácido García Reynoso, sous-secrétaire à l'industrie et au commerce du Mexique;  
 M. Héctor Hurtado, directeur adjoint de l'Office national de planification du Venezuela;  
 M. Bernal Jiménez Monge, chef du Département de la recherche économique et sociale, Université de Costa Rica;  
 M. Germánico Salgado, directeur technique de l'Office de planification de l'Equateur;  
 M. Alejandro Solari, directeur de l'Office de planification et de développement de l'Argentine.

23. Le Comité plénier s'est demandé si les trois membres du Conseil d'administration de l'Institut qui, aux termes de la partie A, paragraphe 3, alinéa a, de la résolution 128 (AC.50), devaient être des fonctionnaires d'organisations internationales, devaient être désignés nommément lors de la quatrième session extraordinaire.

24. Après avoir examiné ce problème de façon approfondie et entendu les explications du secrétariat, le Comité plénier a décidé qu'afin d'accélérer l'entrée en fonctions de l'Institut latino-américain de planification économique et sociale, pour une fois seulement, sans créer de précédent et pour des raisons évidentes et suffisantes, il élisait membres du Conseil d'administration les titulaires — quels qu'ils soient — des postes de Secrétaire exécutif de la CEPAL, de Président de la Banque interaméricaine de développement (BID) et de Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales de l'Organisation des Etats américains (OEA), au lieu de désigner ces trois membres nommément. A sa quatrième session extraordinaire, le Comité plénier s'est efforcé par là d'interpréter l'esprit des statuts de l'Institut contenus dans la résolution 218 (AC.50) à la lumière des débats et des conclusions de sa huitième session, plutôt que de suivre à la lettre ce texte, dont les dispositions devraient, à son avis, s'appliquer strictement au fonctionnement normal de l'Institut, une fois dépassé le stade de l'organisation.

#### AMENDEMENTS À APPORTER AU PARAGRAPHE 7 DE LA PARTIE B DE LA RÉOLUTION 218 (AC.50), CONFORMÉMENT À LA PROPOSITION DU SECRÉTAIRE EXÉCUTIF DE LA COMMISSION

(Point 3 de l'ordre du jour)

25. Le Comité plénier a examiné s'il convenait, au cours de sa quatrième session extraordinaire, qui était organisée dans le seul et unique but d'élire les membres du Conseil d'administration de l'Institut, de prendre une décision au sujet des amendements à la résolution 218 (AC.50). Certaines délégations ont estimé que le Comité n'était pas compétent pour modifier la résolution 218 (AC.50).

26. Le secrétariat a rappelé que, le 10 mars 1962, le Secrétaire exécutif de la Commission avait envoyé aux Etats membres de la Commission un télégramme

contenant le texte de l'amendement proposé, reproduit dans le document de séance n° 2, et que certains gouvernements avaient répondu qu'ils avaient donné pour instructions à leurs délégations de voter en faveur du texte proposé. Il a indiqué en outre qu'aucun gouvernement n'avait répondu à cette proposition par la négative. Le secrétariat avait donc inscrit le point 3 à l'ordre du jour provisoire de la session, qui avait été adopté à l'unanimité au début de la première séance.

27. Le secrétariat a également souligné que le nouveau texte avait été proposé après que les autres participants à l'accord tripartite OEA/CEPAL/BID eurent attiré l'attention du Secrétaire exécutif de la Commission sur le fait que, sous sa forme actuelle, le libellé du paragraphe 7 de la partie B de la résolution 218 (AC.50) risquait de compromettre les accords de coopération conclus par les trois organisations en ce qui concerne leurs activités communes dans le domaine des services consultatifs fournis à la demande des gouvernements.

28. A la suite d'une discussion où des divergences de vues se sont fait jour sur des questions de procédure, et après que la question eut été mise aux voix, le Comité plénier a décidé que, s'agissant de la proposition du Secrétaire exécutif de la CEPAL contenue dans la note du secrétariat concernant les amendements au paragraphe 7 de la partie B de la résolution 218 (AC.50) [document de séance n° 2] et conformément aux termes de l'invitation à la quatrième session extraordinaire et de son mandat tel qu'il avait été établi à la huitième session, il n'avait pas compétence pour examiner, et encore moins pour adopter, un changement statutaire quelconque. Néanmoins, compte tenu des arguments invoqués dans la proposition en question, le Comité plénier a estimé après un examen approfondi, que l'alinéa g du paragraphe 4 de la partie A de la résolution 218 (AC.50) et le paragraphe 7 de la partie B donnaient au Directeur général de l'Institut latino-américain de planification économique et sociale la liberté d'action nécessaire pour conclure des arrangements de coopération avec les organisations constituant le Comité tripartite OEA/CEPAL/BID, conformément aux pouvoirs qui lui étaient conférés par le règlement et aux instructions qui lui seraient données en temps utile par le Conseil d'administration institué à la quatrième session extraordinaire du Comité plénier.

29. Le Comité a également décidé d'attirer l'attention du Comité tripartite OEA/CEPAL/BID, par l'entremise du secrétariat de la CEPAL, sur le contenu du paragraphe 28 ci-dessus, afin que les efforts tendant à organiser l'Institut latino-américain de planification économique et sociale, loin d'être entravés par un obstacle quelconque, pratique ou théorique, soient appuyés et poussés au maximum.

30. Sur la suggestion du Président, qui avait remercié le Secrétaire exécutif par intérim et le secrétaire de la Commission des efforts déployés par eux à la quatrième session extraordinaire, le Comité a décidé à l'unanimité d'adresser à M. Raúl Prebisch, secrétaire exécutif de la Commission, un message dans lequel il lui adressait un cordial salut et souhaitait tout le succès désirable à l'Institut latino-américain de planification économique et sociale.

## **DEUXIÈME PARTIE**

### **PROJET DE RÉOLUTION SOUMIS A L'EXAMEN DU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL**

#### *Le Conseil économique et social*

*Prend acte* du rapport (E/3582/Add.1-E/CN.12/AC.51/2/Rev.2) de la quatrième session extraordinaire du Comité plénier de la Commission économique pour l'Amérique latine, tenue à Santiago (Chili) les 21 et 22 mars 1962, qui complète le rapport spécial au Conseil économique et social sur la création de l'Institut latino-américain de planification économique et sociale (E/3582-E/CN.12/AC.50/16) transmis par la Commission le 19 février 1962.

# ANNEXE LISTE DES DÉLÉGATIONS

ARGENTINE

*Représentant :*  
S. E. M. Carlos Herrera, ambassadeur à Santiago.

BOLIVIE

*Représentant :*  
M. Fuad Mujaes, conseiller, membre de l'ambassade à Santiago.

BRÉSIL

*Représentant :*  
S. E. M. Fernando Ramos de Alencar, ambassadeur à Santiago.

CANADA

*Représentant :*  
S. E. M. Paul Tremblay, ambassadeur à Santiago.

*Suppléant :*  
M. J. R. Midwinter, premier secrétaire, membre de l'ambassade à Santiago.

CHILI

*Représentant :*  
M. Humberto Diaz Contreras, directeur général de la Corporación de Fomento de la Producción.

*Suppléant :*  
M. Fernando Cisternas Matus.

COLOMBIE

*Représentant :*  
S. E. M. Abel Naranjo Villegas, ambassadeur à Santiago.

*Suppléant :*  
M. Alvaro Rocha Lalinde, premier secrétaire, membre de l'ambassade à Santiago.

COSTA RICA

*Représentant :*  
S. E. M. Hernán Bolanos Ulloa, ambassadeur à Santiago.

*Suppléant :*  
M. Bernal Jiménez Monge.

CUBA

*Représentant :*  
M. Roberto Lasalle del Amo, chargé d'affaires, membre de l'ambassade à Santiago.

*Suppléant :*  
M. Ricardo Rodas García.

EQUATEUR

*Représentant :*  
S. E. M. Arturo Borrero Bustamante, ambassadeur à Santiago.

ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE

*Représentant :*  
S. E. M. Charles Woolsey Cole, ambassadeur à Santiago.

*Suppléant :*  
M. Thomas Favell, conseiller économique, membre de l'ambassade à Santiago.

*Conseiller :*  
M. Joseph B. Tisinger, premier secrétaire, membre de l'ambassade à Santiago.

FRANCE

*Représentant :*  
Le marquis d'Aurelle de Paladines, conseiller, membre de l'ambassade à Santiago.

GUATEMALA

*Représentant :*  
M. Francisco Barnoya Gálvez, chargé d'affaires, membre de l'ambassade à Santiago.

HONDURAS

*Représentant :*  
S. E. M. Valentín Miralda Navas, ambassadeur à Santiago.

MEXIQUE

*Représentant :*  
S. E. M. Gustavo Ortiz Hernán, ambassadeur à Santiago.

NICARAGUA

*Représentant :*  
M. Armando Luna Silva, chargé d'affaires, membre de l'ambassade à Santiago.

PANAMA

*Représentant :*  
S. E. M. Alfredo Boyd, ambassadeur à Santiago.

PARAGUAY

*Représentant :*  
M. Hugo Couchonnal, premier secrétaire, membre de l'ambassade à Santiago.

PAYS-BAS

*Représentant :*  
S. E. M. Jan L. Voute, ambassadeur à Santiago.

PÉROU

*Représentant :*  
M. José Miguel Bákula Patiño, chargé d'affaires, membre de l'ambassade à Santiago.

ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD

*Représentant :*  
M. H. T. Kennedy, premier secrétaire, membre de l'ambassade à Santiago.

SALVADOR

*Représentant :*  
S. E. M. Héctor Palomo Salazar, ambassadeur à Santiago.

URUGUAY

*Représentant :*  
S. E. M. Alvaro Vásquez, ambassadeur à Santiago.

VENEZUELA

*Représentant :*  
S. E. M. Wolfgang Larrazábal, ambassadeur à Santiago.











# ADRESSES OÙ LES PUBLICATIONS DE L'ONU SONT EN VENTE

## AFRIQUE

**AFRIQUE DU SUD:** VAN SCHAIK'S BOOK STORE (PTY.), LTD.  
Church Street, Box 724, Pretoria.

**CAMEROUN:** LIBRAIRIE DU PEUPLE AFRICAINE  
La Gérante, B. P. 1197, Yaoundé.

**ÉTHIOPIE:** INTERNATIONAL PRESS AGENCY  
P. O. Box 120, Addis-Abeba.

**GHANA:** UNIVERSITY BOOKSHOP  
University College of Ghana, Legon, Accra.

**MAROC:** CENTRE DE DIFFUSION DOCUMENTAIRE  
DU B.E.P.I., 8, rue Michaux-Bellaire, Rabat.

**RÉPUBLIQUE ARABE UNIE:** LIBRAIRIE  
"LA RENAISSANCE D'ÉGYPTE"  
9 Sh. Adly Pasha, Le Caire.

## AMÉRIQUE DU NORD

**CANADA:** THE QUEEN'S PRINTER  
Ottawa, Ontario.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE:** SALES SECTION,  
UNITED NATIONS, New York.

## AMÉRIQUE LATINE

**ARGENTINE:** EDITORIAL SUDAMERICANA, S. A.  
Alsina 500, Buenos Aires.

**BOLIVIE:** LIBRERIA SELECCIONÉS  
Casilla 972, La Paz.

**BRÉSIL:** LIVRARIA AGIR  
Rua México 98-B, Caixa Postal 3291,  
Rio de Janeiro.

**CHILI:**  
EDITORIAL DEL PACIFICO  
Ahumada 57, Santiago.

**LIBRERIA IVENS**  
Casilla 205, Santiago.

**COLOMBIE:** LIBRERIA BUCHHOLZ  
Av. Jiménez de Quesada 8-40, Bogotá.

**COSTA RICA:** IMPRENTA Y LIBRERIA TREJOS  
Apartado 1313, San José.

**CUBA:** LA CASA BELGA  
O'Reilly 455, La Habana.

**ÉQUATEUR:** LIBRERIA CIENTIFICA  
Casilla 362, Guayaquil.

**GUATEMALA:** SOCIEDAD ECONOMICA-  
FINANCIERA  
6a Av. 14-33, Ciudad de Guatemala.

**HAÏTI:** LIBRAIRIE "À LA CARAVELLE"  
Port-au-Prince.

**HONDURAS:** LIBRERIA PANAMERICANA  
Tegucigalpa.

**MEXIQUE:** EDITORIAL HERMES, S. A.  
Ignacio Mariscal 41, México, D. F.

**PANAMA:** JOSE MENENDEZ  
Agencia Internacional de Publicaciones,  
Apartado 2052, Av. 8A, Sur 21-58, Panamá.

**PARAGUAY:** AGENCIA DE LIBRERIAS  
DE SALVADOR NIZZA  
Calle Pte. Franco No. 39-43, Asunción.

**PÉROU:** LIBRERIA INTERNACIONAL  
DEL PERU, S. A., Casilla 1417, Lima.

**RÉPUBLIQUE DOMINICAINE:** LIBRERIA  
DOMINICANA  
Mercedes 49, Santo Domingo.

**SALVADOR:** MANUEL NAVAS Y CIA.  
1a. Avenida Sur 37, San Salvador.

**URUGUAY:** REPRESENTACION DE EDITORIALES,  
PROF. H. D'ELIA  
Plaza Cagancha 1342, 1° piso, Montevideo.

**VENEZUELA:** LIBRERIA DEL ESTE  
Av. Miranda, No. 52, Edf. Galipán, Caracas.

## ASIE

**BIRMANIE:** CURATOR, GOVT. BOOK DEPOT  
Rangoon.

**CAMBODGE:** ENTREPRISE KHMÈRE DE LIBRAIRIE  
Imprimerie & Papeterie, S. à R. L., Phnom-Penh.

**CEYLAN:** LAKE HOUSE BOOKSHOP  
Assoc. Newspapers of Ceylon, P. O. Box 244,  
Colombo.

**CHINE:**  
THE WORLD BOOK COMPANY, LTD.  
99 Chung King Road, 1st Section, Taipei,  
Taiwan.

**THE COMMERCIAL PRESS, LTD.**  
211 Honan Road, Shanghai.

**CORÉE (RÉPUBLIQUE DE):** EUL-YOO PUBLISHING  
CO., LTD.  
5, 2-KA, Chongno, Seoul.

**HONG-KONG:** THE SWINDON BOOK COMPANY  
25 Nathan Road, Kowloon.

**INDE:**  
ORIENT LONGMANS  
Bombay, Calcutta, Hyderabad, Madras  
et New Delhi.

**OXFORD BOOK & STATIONERY COMPANY**  
Calcutta et New Delhi.

**P. VARADACHARY & COMPANY**  
Madras.

**INDONÉSIE:** PEMBANGUNAN, LTD.  
Gunung Sahari 84, Djakarta.

**JAPON:** MARUZEN COMPANY, LTD.  
6 Tori-Nichome, Nihonbashi, Tokyo.

**PAKISTAN:**  
THE PAKISTAN CO-OPERATIVE BOOK SOCIETY  
Dacca, East Pakistan.

**PUBLISHERS UNITED, LTD.**  
Lahore.

**THOMAS & THOMAS**  
Karachi.

**PHILIPPINES:** ALEMAR'S BOOK STORE  
769 Rizal Avenue, Manila.

**SINGAPOUR:** THE CITY BOOK STORE, LTD.  
Collyer Quay.

**THAÏLANDE:** PRAMUAN MIT, LTD.  
55 Chakrawat Road, Wat Tuk, Bangkok.

**VIÊT-NAM (RÉPUBLIQUE DU):** LIBRAIRIE-  
PAPETERIE XUÂN THU  
185, rue Tu-do, B. P. 283, Saïgon.

## EUROPE

**ALLEMAGNE (RÉP. FÉDÉRALE D'):**  
R. EISENSCHMIDT  
Schwanthaler Str. 59, Frankfurt/Main.

**ELWERT UND MEURER**  
Hauptstrasse 101, Berlin-Schöneberg.

**ALEXANDER HORN**  
Spiegelgasse 9, Wiesbaden.

**W. E. SAARBACH**  
Gertrudenstrasse 30, Köln (1).

**AUTRICHE:**  
GEROLD & COMPANY  
Graben 31, Wien, 1.

**B. WÜLLERSTORFF**  
Markus Sittikusstrasse 10, Salzburg.

**BELGIQUE:** AGENCE ET MESSAGERIES  
DE LA PRESSE, S. A.  
14-22, rue du Persil, Bruxelles.

**DANEMARK:** EJNAR MUNKSGAARD, LTD.  
Nørregade 6, København, K.

**ESPAGNE:**  
LIBRERIA BOSCH  
11 Ronda Universidad, Barcelona.

**LIBRERIA MUNDI-PRENSA**  
Castelló 37, Madrid.

**FINLANDE:** AKATEEMINEN KIRJAKAUPPA  
2 Keskuskatu, Helsinki.

**FRANCE:** ÉDITIONS A. PÉDONE  
13, rue Soufflot, Paris (V°).

**GRÈCE:** LIBRAIRIE KAUFFMANN  
28, rue du Stade, Athènes.

**IRLANDE:** STATIONERY OFFICE  
Dublin.

**ISLANDE:** BÓKAVERZLUN SIGFÚSAR  
EYMUNDSSONAR H. F.  
Austurstraeti 18, Reykjavík.

**ITALIE:** LIBRERIA COMMISSIONARIA  
SANSONI  
Via Gino Capponi 26, Firenze,  
et via D.A. Azuni 15/A, Roma.

**LUXEMBOURG:** LIBRAIRIE J. TRAUSSCH-  
SCHUMMER  
Place du Théâtre, Luxembourg.

**NORVÈGE:** JOHAN GRUNDT TANUM  
Karl Johansgate, 41, Oslo.

**PAYS-BAS:** N.V. MARTINUS NIJHOFF  
Lange Voorhout 9, 's-Gravenhage.

**PORTUGAL:** LIVRARIA RODRIGUES & CIA.  
186 rua Aurea, Lisboa.

**ROYAUME-UNI:** H. M. STATIONERY OFFICE  
P. O. Box 569, London, S.E.1  
(et agences HMSO à Belfast, Birmingham,  
Bristol, Cardiff, Edinburgh, Manchester).

**SUÈDE:** C. E. FRITZE'S KUNGL. HOVBOK-  
HANDEL A-B  
Fredsgatan 2, Stockholm.

**SUISSE:**  
LIBRAIRIE PAYOT, S. A.  
Lausanne, Genève.

**HANS RAUNHARDT**  
Kirchgasse 17, Zürich 1.

**TCHÉCOSLOVAQUIE:** ČESKOSLOVENSKÝ  
SPISOVATEL  
Národní Třída 9, Praha 1.

**TURQUIE:** LIBRAIRIE HACHETTE  
469 İstiklal Caddesi, Beyoğlu, Istanbul.

**UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES  
SOVIÉTIQUES:**  
MEJDOUNARODNATA KNIGA  
Smolenskaia Plochtchad, Moskva.

**YUGOSLAVIE:**  
CANKARJEVA ZALOŽBA  
Ljubljana, Slovenie.

**DRŽAVNO PREDUZEĆE**  
Jugoslovenska Knjiga, Terazije 27/11,  
Beograd.

**PROSVJETA**  
5, Trg Bratstva i Jedinstva, Zagreb.

**PROSVETA PUBLISHING HOUSE**  
Import-Export Division, P. O. Box 559,  
Terazije 16/1, Beograd.

## MOYEN-ORIENT

**IRAK:** MACKENZIE'S BOOKSHOP  
Baghdad.

**ISRAËL:** BLUMSTEIN'S BOOKSTORES  
35 Allenby Rd. et 48 Nachlat Benjamin St.,  
Tel Aviv.

**JORDANIE:** JOSEPH I. BAHOU & CO.  
Dar-ul-Kutub, Box 66, Amman.

**LIBAN:** KHAYAT'S COLLEGE BOOK  
COOPERATIVE  
92-94, rue Bliss, Beyrouth.

## OCÉANIE

**AUSTRALIE:** MELBOURNE UNIVERSITY  
PRESS, 369 Lonsdale Street, Melbourne, C.1.

**NOUVELLE-ZÉLANDE:** UNITED NATIONS  
ASSOCIATION OF NEW ZEALAND  
C. P. O. 1011, Wellington.

[62F1]

Les commandes et demandes de renseignements émanant de pays où il n'existe pas encore de bureaux de vente peuvent être adressées à la Section des ventes, ONU, New York (É.-U.), ou à la Section des ventes, ONU, Palais des Nations, Genève (Suisse).